

copie
site le 22/10/13



PREFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction départementale
de la protection des populations

ARRETE
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Service prévention
des risques environnementaux
N°IC 2011/0261
MTB

Le Préfet des Côtes d'Armor

Officier de la Légion d'honneur

VU le Code de l'Environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;

VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous les rubriques n° 2111 - 1 et 3660 - a de la nomenclature ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2008, modifié, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement «EARL LE BARS», relatif à l'exploitation d'un élevage avicole de 78 000 animaux équivalents à Lohuec au lieu-dit « Ty Glas » ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009 modifié établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU la demande présentée le 31 octobre 2012 par l'installation classée « **E.A.R.L. LE BARS (LE BARS-GARION)** », sise « Cosquer » à LOHUEC, en vue de l'extension d'un élevage avicole afin de passer de 78 000 à 128 000 poulettes démarrées au lieu-dit "Ty Glas" avec la construction d'un nouveau bâtiment pour 50000 poulettes démarrées et l'exportation de l'intégralité des fumiers secs produits vers une unité de compostage par contrat de reprise

VU la saisine de l'autorité environnementale du 14 février 2013;

VU la saisine des services (l'Agence régionale de la santé le 13 mars 2013, le Service interministériel des Affaires civiles, économique de Défense et Protection civiles le 29 mars 2013, la Direction départementale des territoires et de la mer le 12 avril 2013 ;

VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du Commissaire-enquêteur le 4 juillet 2013 ;

VU les délibérations des conseils municipaux de LOHUEC, CALANHEL, PLOUGRAS, PLOURACH;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 16 septembre 2013 ;

VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 27 septembre 2013 ;

CONSIDERANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatrices permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les fumiers produits sur le site de l'exploitation sont transférés vers les installations de la société HUON puis transformés en engrais organiques conformes à la norme NFU 42001 et/ou NFU 44051 en vue de leur commercialisation ;

CONSIDERANT que le site d'élevage est bien tenu et l'élevage exploité n'a pas fait l'objet de gênes connues pour son voisinage ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{er}- Autorisation

1.1. - L'EARL LE BARS, ci-après dénommé l'éleveur, sise à LOHUEC au lieu-dit « COSQUER » est autorisée à exploiter à LOHUEC au lieu-dit « TY GLAS » (Section C, parcelles n°s 695, 696, 707, 708, 710, 711) conformément aux plans et mémoire annexés à la demande un élevage avicole dont la

708, 710, 711) conformément aux plans et mémoire annexés à la demande un élevage avicole dont la capacité maximale est de 128 000 animaux équivalents en présence simultanée (128 000 poulettes démarrées au sol), sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 25 655 unités par an.

1.2. - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous les rubriques n° 2111-1 et n°3660 - a de la nomenclature le pétitionnaire devra respecter la réglementation en vigueur ainsi que les prescriptions ci-après.

ARTICLE 2 : - Prescriptions particulières concernant les bâtiments d'élevage (poulaillers et annexes).

2.1. Aménagement et exploitation des bâtiments :

2.1.1. - La surface totale d'élevage des poulaillers au sol ne doit pas dépasser 7 950 m².

2.1.2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.4. - Toutes les eaux usées (sas, etc.), y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers, sont collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.5. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.1.6. - L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses :

- des écrans de végétation d'espèces locales sont mis en place le cas échéant autour de l'installation, - pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage sont mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

2.2. - Sécurité :

2.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation du(des) poulailler(s) et annexes devront être au minimum d'euroclasse feu de type C.

Les locaux techniques devront être compartimentés avec une cloison coupe-feu et/ou isolés par des matériaux de classe A1, A2 ou B.

2.2.2. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, doivent répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.4. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61- 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité de 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, est installé sur l'aire de fabrication d'engrais organiques et à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.5. - Les bâtiments d'élevage et les annexes sont accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

ARTICLE 3 : - Transfert des effluents bruts :

3.1. Destinations des produits :

Les fumiers bruts repris sur l'exploitation, à la vidange des poulaillers, doivent être acheminés, en vue de leur normalisation, vers des installations autorisées au titre de la rubrique 2780 de la nomenclature des installations classées .

En cas d'impossibilité de respecter cette prescription, le pétitionnaire doit préalablement à toute intervention sur les fumiers produits informer le service en charge de l'inspection des installations classées.

3.2. Traçabilité des produits :

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués :

- La date de départ ;
- Le type de produit ;
- Les quantités enlevées en tonnes ;
- La désignation du transporteur ;
- La dénomination de l'exploitant, son adresse ;
- Les coordonnées de la société qui assure la normalisation du fumier.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrées et leurs destinations finales, ces dernières pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise. L'exploitant doit pouvoir tenir à la disposition des organismes de contrôle les bons d'enlèvement qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

Si le contrat de commercialisation n'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, le pétitionnaire doit, immédiatement en informer le service en charge de l'inspection des installations classées et présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation.

3.3 - Stockage des effluents bruts sur l'exploitation.

Les fumiers destinés à être repris par une société prestataire de service en vue du transfert vers une installation classée 2780 sont soit repris directement à la vidange du poulailler, soit stocker en attente de reprise exclusivement dans les poulaillers à l'exclusion de toutes autres modalités de stockage.

ARTICLE 4 : - Mise en place d'un talus

Le pétitionnaire doit réaliser et maintenir en état un talus de hauteur et de longueur suffisante côté Nord- Ouest du projet d'implantation du nouveau poulailler, avec un retour côté Nord. Ce talus est réalisé lors des travaux de terrassement nécessaires à la construction du nouveau poulailler. La longueur du talus ne peut pas être inférieure à la largeur du poulailler en projet.

ARTICLE 5 : - Meilleures Techniques Disponibles

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 6 : - Dispositions communes

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cesse d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fait l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Les pétitionnaires sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 7 : - Voies affichage

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Lohuec pour y être consultée ,
- affichée à la mairie de Lohuec pendant une durée minimum d'un mois.
- affichée en permanence de façon visible, par les soins de l'exploitant, sur le site de l'exploitation,
- mise en ligne sur le site www.cotes-darmor.gouv.fr rubrique « Les actions de l'Etat » - « Environnement et prévention des risques » - « installations classées ».

Un avis est inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 - Délai et voie de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien – 3, Contour de la Motte – 35044 – RENNES Cédex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour les demandeurs et les exploitants ;
- dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente.

ARTICLE 8 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor, le sous-préfet de Guingamp, le maire de Lohuec et le directeur départemental de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, ainsi que, pour information, réquisition des autorités administratives ou de police, ainsi que, pour information, aux maires de Bolazec, Calanhel, La Chapelle Neuve, Loguivy-Plougras, Plougras, Plourac'h.

SAINT-BRIEUC, le **21 OCT. 2013**
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Gérard DEROUIN

